

L'Argentine autorise le paiement de sa dette ailleurs qu'aux Etats-Unis

Le Monde.fr avec AFP | 11.09.2014 à 11h52

La Cámara de Diputados de la Nación Argentina, la chambre des députés d'Argentine, a approuvé, jeudi 11 septembre, la loi autorisant le transfert de New York à Buenos Aires du lieu d'encaissement des remboursements de sa dette, incluant également Paris comme lieu alternatif, afin d'éviter un blocage judiciaire des paiements aux Etats-Unis.

La loi, déjà approuvée par le Sénat la semaine passée, l'a été jeudi par la chambre des députés à l'issue d'une séance de plus de dix-sept heures, par 134 voix pour, 99 contre et 5 abstentions.

L'Argentine souhaite ainsi éviter d'être empêchée d'honorer sa dette restructurée avant une prochaine échéance, le 30 septembre, de quelque 200 millions de dollars, la justice américaine exigeant que Buenos Aires paye avant tout les «fonds vautours» qui ont refusé toute restructuration de leurs créances.

Depuis la crise économique de 2001 qui a mis le pays au tapis, l'Argentine a remboursé sa dette sans accroc, devançant parfois les échéances, avant d'être rattrapée en juin 2014 par les « holdout », une poignée de créanciers (7 %) qui ont toujours refusé la restructuration de la dette souscrite par 93 % des créanciers. Ils ne détiennent que 1 % de la dette argentine, mais les « fonds vautours » ont gagné aux Etats-Unis une longue procédure judiciaire contre l'Argentine.

Théoriquement, ils doivent empocher 100 % de la valeur des bons, alors que les créanciers restructurés n'en touchent que 30 %, plaçant Buenos Aires devant un choix difficile. Soit payer aux « fonds vautours » leur 1,4 milliard de dollars et s'exposer à des réclamations similaires des autres créanciers, soit prendre le risque de se retrouver en « cessation de paiement partielle » durant quelques mois.

GAGNER DU TEMPS

Pour l'économiste argentin Pablo Tigani, la présidente de centre gauche, Cristina Kirchner, finira par signer un chèque aux « fonds vautours » en 2015.

Pour l'instant, estime-t-il, « le gouvernement est en train de gagner du temps, pour tenir jusqu'au 1 janvier 2015, quand la clause Rufo expire ». Cette clause oblige à rembourser tous les créanciers dans les mêmes termes, un argument que les créanciers restructurés pourraient utiliser contre l'Argentine si elle règle son différend avec les « fonds vautours » en 2014.

D'après une analyste argentine, Soledad Perez, l'ouverture de guichets à Buenos Aires ou à Paris « a peu de chances de convaincre les créanciers », que ce soit pour encaisser l'échéance du 30 juin ou la prochaine, le 30 septembre.

REVOIR LA RESTRUCTURATION DES DETTES SOUVERAINES

A New York, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies a adopté mardi une résolution présentée par l'Argentine et le G77 + la Chine pour jeter les bases d'une régulation des restructurations des dettes souveraines, afin qu'une minorité de créanciers ne puisse pas faire chanceler un processus de désendettement ayant rallié une majorité. La France s'est abstenue.

L'Association internationale des marchés de capitaux (ICMA), regroupement des principaux établissements bancaires, investisseurs et émetteurs de dettes souveraines, a également publié de nouvelles règles pour éviter que ne se reproduise un scénario dans lequel une minorité bloque un accord de restructuration. Et alors que l'Argentine est en mal de financement sur les marchés, la Banque mondiale a donné son accord mardi à un nouveau partenariat, qui pourrait se traduire par un prêt de 5,3 milliards de dollars.